



EL SALVADOR: MATCH NUL DANS LA GUERRE, MATCH NUL DANS LA PAIX?

Sergio Ferrari

Managua, 7 janv.- La signature à la mi-janvier de l'accord définitif entre le FMLN et le gouvernement salvadorien sera le coup de grâce à la guerre. La paix semble une réalité irréversible, après un conflit de 11 ans qui a fait plus de 75 000 victimes mais dont le dénouement est différent de celui que les deux parties imaginaient au début des années 80.

L'annonce des accords préliminaires signés le 31 décembre à New York a explosé comme une bombe dont les ondes d'expansion ont eu des effets immédiats. Les faits les plus inimaginables se sont succédés, depuis le déploiement d'un immense drapeau du FMLN sur la cathédrale de San Salvador jusqu'à la disparition des barrages militaires sur les routes, la prise de parole en public de représentants de la guérilla, les messes d'action de grâce et l'effervescence chez les prisonniers politiques qui ont commencé à préparer leur baluchon. "Cela paraît incroyable, pour la première fois depuis des années, on peut monter sur le volcan Guazapa et interroger la guérilla", explique un reporter belge.

La direction du FMLN exprime sa satisfaction d'être parvenue à un accord et souligne son importance pour le futur du pays. Une nouvelle forme de démocratie, la démilitarisation, une nouvelle conception de la société civile et un Etat différent devraient être le résultat de cette paix tant attendue. "Nous voulons faire la paix, nous respectons les accords" a affirmé B. Aronson, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires latino-américaines, à la direction du FMLN au cours d'une rencontre imprévue dans un hôtel newyorkais. Propos singuliers dans la bouche d'un représentant de la première puissance de la planète, qui pendant des années a alimenté la guerre par une aide d'un million de dollars par jour à l'armée salvadorienne.

Si l'on devait évaluer le résultat de la guerre comme on pouvait l'imaginer au début des années 80, la guérilla serait insatisfaite tout comme le gouvernement. A cette époque, la prise du pouvoir par la guerre prolongée et l'insurrection populaire était l'abc du FMLN, qui avait comme objectif la construction d'une société socialiste. Très près des zones de combat, le Nicaragua Libre était un miroir

SOMMAIRE

El Salvador: match nul dans la guerre, match nul dans la paix?

Une victoire de la guérilla

Accords du Salvador: les acquis du FMLN

Il n'y a pas de co-gouvernement

Bilan économique: stabilité à crédit

FNT: l'année qui vient sera plus dure

Occuper des terres, l'unique recours Pourquoi la recontra?

Habaneras

Haiti: le mensonge des droits de l'homme

En bref

où la guérilla se regardait. "S'ils y sont arrivés, nous aussi", disaient ses dirigeants qui recevaient l'aide du Vietnam pour la formation militaire, l'appui logistique des pays de l'Est, le soutien international des Pays non alignés et les efforts diplomatiques du Mexique pour l'Amérique latine et de la France pour l'Europe. Le soutien inconditionnel de Cuba et les facilités qu'offrait à tous les niveaux le gouvernement sandiniste renforçaient les

60 P 11481



aspirations et les principes du FMLN à une époque où l'existence de la guerre froide facilitait les mouvements de libération.

En face, l'armée salvadorienne n'hésitait pas davantage à se proposer des objectifs ambitieux. En finir avec le FMLN, détruire tout type de résistance populaire, couper la tête à l'opposition politique et syndicale et perpétuer indéfiniment le pouvoir de l'oligarchie, tels étaient les rêves des militaires salvadoriens. La "nouvelle bible républicaine", le document de Santa Fé, et les efforts des Etats-Unis pour récupérer une hégémonie qui s'était dégradée dans les années 70 soutenaient l'espoir de l'armée, qui était convaincue qu'elle allait gagner rapidement la guerre.

Il y avait donc deux pouvoirs qui cherchaient la destruction de l'ennemi au point de départ d'une confrontation qui, peut-être comme nulle autre, a été marquée par les changements géopolitiques internationaux et dont le dénouement n'aurait jamais été accepté par les deux parties il y a onze ans.- (ANN)

UNE VICTOIRE DE LA GUERRILLA

Managua, janv.- Peu après la signature des accords, le commandant du FMLN Joaquín Villalobos a fait un voyage au Nicaragua où il a rencontré la Direction nationale du FSLN. Le quotidien Barricada a publié une entrevue réalisée par Marcio Vargas.

Marcio Vargas: Avec les accords, la lutte armée est-elle désormais dépassée?

Joaquín Villalobos: En vérité, sans lutte armée ces accords n'auraient pas été possibles. On a même obtenu des choses que les Etats-Unis n'avaient pas réussi à obtenir. La lutte armée a donc été une décision correcte.

MV: C'est pour ce contenu des accords que vous luttiez?

JV: Effectivement, c'était les causes du conflit. Si l'on se rappelle ce qui a provoqué le conflit, on se rend compte que le FMLN a gagné à cent pour cent. Bien sûr, si l'on se réfère aux discussions doctrinaires et idéologiques que nous avons eu à l'origine, c'est différent. Mais si l'on voit ce qui a provoqué le conflit, le FMLN a complètement gagné ce que mérite le pays.

MV: C'est donc une victoire du FMLN.

JV: C'est sa victoire, car nous avons joué le rôle de premier plan. Mais cette victoire a une dimension plus grande et concerne tous les secteurs qui voulaient la démocratisation, y compris ceux que nous avons en face de nous dans la négociation et qui, objectivement, ont mis de leur part pour que les accords soient possibles.

MV: Pourquoi a-t-il fallu onze ans?

JV: Cela est principalement dû à la période où Reagan était au pouvoir, pendant laquelle l'armée a été extrêmement renforcée, ce qui a empêché toute possibilité d'une véritable solution nationale.

MV: Le FMLN est-il assez uni pour former un parti?

JV: Toutes ces années de lutte nous ont permis de créer des symboles communs, un programme qui maintenant est commun. Et surtout, elles ont déterminé un réalisme et un pragmatisme qui montrent à tous que l'unité permet de nous consolider comme force dans un projet pluraliste, large, où les forces révolutionnaires auront un rôle décisif.

MV: Quelle sera l'idéologie du parti FMLN?

JV: Je pense que dans les conditions actuelles et après tout ce qui s'est passé, s'en remettre au débat idéologique et nous donner des étiquettes est un peu compliqué. Le mieux est de tracer un cadre réaliste de la situation et de s'en référer à l'histoire du pays, à la réalité du monde.

MV: Les accords peuvent-ils échouer?

JV: Je crois que ce processus est irréversible, c'est impossible de revenir en arrière. Cela ne va pas être simple, mais le pays va connaître une dynamique politique très riche. Cela sera un processus spectaculaire.- (ANN/Barricada)

ACCORDS DU SALVADOR: LES ACQUIS DU FMLN

Le commandement du FMLN se montre convaincu que la paix est irréversible. Pourtant, certains ont des doutes et beaucoup de combattants ne peuvent encore croire que leurs ennemis soient devenus des apôtres de la paix. Des groupes influents de l'armée n'ont jamais accepté la négociation avec le FMLN et l'on ne sait pas encore quelle va être la réaction des plus fanatiques de l'extrême-droite à l'accord de paix et à la reconnaissance du FMLN comme force politique légale.

Nous vous proposons l'essentiel du document de travail du FMLN qui synthétise les résultats de la négociation.

DROITS DE L'HOMME

- 1) Créer la fonction de Procureur des droits de l'homme
- 2) Donner à l'Assemblée législative le pouvoir de destituer le directeur de la Police nationale civile et celui des services secrets en cas d'atteintes aux droits de l'homme
- 3) Créer la Mission des droits de l'homme des Nations Unies pour surveiller le respect de ces droits, entre autres

les engagements pris par le gouvernement de: -respecter la vie, la liberté et la sécurité des citoyens

- adopter des mesures pour que les escadrons de la mort ne puissent continuer à agir
- empêcher les enlèvements, les arrestations pour motifs politiques, la torture
- empêcher que les prisonniers restent isolés et ne puissent faire appel à un avocat
- respecter la liberté d'organisation, interdire les représailles contre les travailleurs syndiqués
- garantir la liberté d'expression
- donner une carte d'identité aux habitants déplacés des zones de conflit et aux rapatriés, respecter leurs droits de citoyens

4) Créer la Commission de la vérité, chargée d'enquêter sur les atteintes aux droits de l'homme les plus graves commises depuis 1980

REFORMES DE LA CONSTITUTION

- 5) Limiter le mandat des Forces armées
- 6) Séparer les Forces armées des corps de sûreté
- 7) Définir plus clairement la subordination de l'armée au pouvoir civil
- 8) Restreindre l'utilisation des Forces armées pour maintenir l'ordre et accroître le contrôle de l'Assemblée sur cette faculté du Président de la République
- 9) Restreindre les attributions des tribunaux militaires aux cas strictement militaires
- 10) Créer la Police nationale civile placée sous l'autorité de civils
- 11) Réorganiser le pouvoir judiciaire
- 12) Remplacer le Conseil central des élections par un Tribunal électoral suprême
- 13) Donner aux partis politiques la faculté de surveiller tout ce qui concerne les listes électorales
- 14) Créer une Commission spéciale pour réformer le système électoral

LES FORCES ARMEES

- 15) Les doter d'une nouvelle doctrine fondée sur la subordination au pouvoir civil
- 16) Réformer le système d'admission, les programmes, la direction et le corps enseignant de l'Académie militaire
- 17) Epurer l'armée
- 18) Réduire l'armée
- 19) Dissoudre la Garde nationale et les corps de police existants
- 20) Remplacer la Police nationale par une Police nationale civile
- 21) Dissoudre la Direction nationale des services secrets
- 22) Créer de nouveaux services secrets placés sous l'autorité directe du Président de la République et supervisés par l'Assemblée
- 23) Dissoudre les "Bataillons d'infanterie de réaction immédiate"

24) Obtenir que le président nomme au poste de ministre de la Défense une personnalité favorable au respect des accords et qui pourra être un civil

- 25) Dissoudre tous les corps paramilitaires
- 26) Dissoudre la défense civile
- 27) Dissoudre les patrouilles cantonales
- 28) Créer un nouveau régime de réserve des Forces armées
- 29) Réglementer les services de sûreté privés
- 30) Suspendre le recrutement forcé
- 31) Etablir les principes de la nouvelle législation du service militaire
- 32) Etablir les mécanismes de contrôle de l'armée par l'Assemblée, l'Inspecteur général des Forces armées et un Tribunal d'honneur
- 33) Prévoir des sanctions pour l'enrichissement illégal des chefs militaires et des hauts fonctionnaires
- 34) Annuler les permis de port d'armes pour celles qui sont réservées à l'armée et récupérer les armes correspondantes
- 35) Adapter la législation concernant l'armée à la nouvelle doctrine et aux réformes constitutionnelles

LA POLICE NATIONALE CIVILE

- 36) Créer une nouvelle Police nationale civile et la doter d'une nouvelle doctrine fondée sur la notion de service public et de respects des droits de l'homme
- 37) Définir sa structure et le cadre juridique
- 38) Etablir le profil de ses membres
- 39) Créer une Académie nationale de sûreté publique
- 40) Définir la façon dont on va organiser et déployer la Police sur le territoire et les responsables de l'ordre public en attendant que ce processus soit terminé
- 41) Faire participer le FMLN à la commission consultative qui va aider le Directeur de la Police dans ce processus
- 42) Garantir la participation des ex-combattants du FMLN à tous les niveaux de la Police nationale civile
- 43) Demander l'aide d'experts internationaux pour organiser la Police nationale civile et l'Académie

ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES

- 44) Demander au gouvernement d'appliquer pleinement la Réforme agraire
- 45) Créer un Code agraire qui élimine les vides et les contradictions du code actuel
- 46) Légaliser l'état actuel de la tenure de la terre dans les zones contrôlées par le FMLN et octroyer des crédits spéciaux
- 47) Améliorer le système de crédit pour le secteur paysan
- 48) Créer des mécanismes pour protéger les consommateurs
- 49) Promouvoir l'accès des travailleurs à la propriété des entreprises privatisées
- 50) Faciliter la coopération étrangère directe dirigée aux communautés, aux organisations sociales et aux ONG

- 51) Créer un Forum de concertation, avec participation égale du gouvernement, des travailleurs et des chefs d'entreprise
 52) Exercer une influence dans l'élaboration du Plan de reconstruction et y introduire des programmes spéciaux pour les ex-combattants du FMLN

PARTICIPATION POLITIQUE DU FMLN

- 53) Garantir aux ex-combattants du FMLN le plein exercice de leurs droits civils et politiques
 54) Libérer les prisonniers politiques
 55) Faciliter le retour des citoyens qui ont quitté le pays pour des raisons politiques
 56) Reconnaître la légalité de tous les médias du FMLN
 57) Reconnaître le FMLN comme parti politique
 58) Créer une commission nationale pour la consolidation de la paix, où seront représentés le gouvernement, les partis politiques de l'Assemblée et le FMLN afin de contrôler l'application des accords
 59) Demander la vérification par l'ONU du respect des accords (ANN/Barricada)

IL N'Y A PAS DE CO-GOUVERNEMENT

Entrevue avec Daniel Ortega

Marcio Vargas

Managua, 30 déc.- Alors que l'année s'est terminée par une bataille à l'Assemblée où le gouvernement a reçu le soutien des députés sandinistes, Daniel Ortega affirme dans une entrevue publiée par Barricada: "Il n'y a pas de co-gouvernement. Il s'agit simplement que le gouvernement respecte et fasse respecter la constitution". Le secrétaire général du FSLN parle également de la nature de son organisation et estime qu'il faut rompre le schéma traditionnel d'un parti d'opposition.

Marcio Vargas: En cette fin d'année, il semble qu'il y ait un bon niveau d'entente entre le gouvernement et le FSLN. Cela, ajouté au maintien d'officiers sandinistes au commandement des Forces armées, fait que l'on parle de co-gouvernement.

Daniel Ortega: Ce co-gouvernement n'existe pas, cela doit être clairement dit. Depuis les élections, nous faisons un grand effort pour que le pouvoir s'exerce dans le respect de la constitution et des décisions légales et légitimes du gouvernement sandiniste. Beaucoup d'accords ont été signés mais n'ont souvent pas été respectés. Le problème est que lorsque le gouvernement les applique, le fait est interprété comme le signe d'un co-gouvernement. Mais c'est une grave erreur. La situation est tellement radicalisée que tout ce qui dans un autre pays serait élémentaire

dans le cadre d'un changement normal de gouvernement devient ici une lutte de fond, car certains secteurs veulent en finir avec les progrès apportés par les sandinistes. Mais il n'y a pas de co-gouvernement. Je dirai plus: le sandinisme n'a pas eu la force suffisante pour défendre les Accords de transition, qui n'étaient pas un cadeau du nouveau pouvoir mais étaient simplement fondés sur la constitution. On pourrait parler de co-gouvernement tout d'abord s'il y avait entente entre le pouvoir et le FSLN sur une politique économique et ensuite s'il y avait des sandinistes dans les secteurs-clé.

LE VOTE DU BUDGET: LE DOS AU MUR

MV: Je ne vois pas bien la différence. En ce qui concerne le plan économique, les sandinistes l'ont soutenu...

DO: Non, ce n'est pas cela.

MV: Cependamment le budget 1992 a été voté grâce à l'appui des sandinistes alors qu'il a été élaboré sur la base des ajustements économiques.

DO: Il faut comprendre, en ce qui concerne le vote du budget, que le FSLN était le dos au mur. Et même plus, ce n'était pas un problème entre le FSLN et le gouvernement, c'était le problème du Nicaragua, c'était le pays qui était le dos au mur. D'un côté, les députés revanchistes défendaient leur loi sur la propriété contre le veto présidentiel et de l'autre le gouvernement se battait pour sa proposition de budget. Les premiers, conscients de l'importance du budget, ont manœuvré en utilisant ce thème comme un instrument de pression, pour que le gouvernement revienne sur ses positions en ce qui concerne la propriété et retire son veto. Nous n'étions pas d'accord avec la proposition de budget de l'exécutif, en particulier dans ses aspects sociaux. Mais nous n'avons pas eu le temps de discuter avec le gouvernement et, de plus, nous n'avons pas assez de voix pour faire approuver nos propres positions. Par ailleurs, si la proposition de budget ne recueillait pas la majorité, on courait le risque de voir échouer les efforts destinés à faire approuver le veto. Nous ne pouvions pas faire autrement que de voter la proposition de budget, pour parvenir à faire passer le veto et en finir avec ce problème de la propriété qui destabilise le pays.

MV: Cela n'est-il pas un co-gouvernement?

DO: C'est une action convergente entre le FSLN, le gouvernement et quelques députés de l'UNO qui pensent qu'il faut sortir de la crise politique et travailler pour la stabilité.

LES FORCES ARMEES

MV: Vous disiez qu'une des conditions pour qu'il y ait co-gouvernement serait la participation de cadres sandinistes dans des secteurs-clé. Or, le commandement de l'armée et celui de la Police sont sandinistes et ce sont des secteurs-clé.

DO: Dans n'importe quel pays, quand le gouvernement change à la suite d'élections, personne ne remet en cause les cadres de

l'armée ni ne procède à un examen de leurs positions idéologiques. La Police et l'armée ont leurs propres réglementations, on les respecte et il n'y a pas de problème. Si le gouvernement accepte le maintien des cadres de l'armée, ce n'est pas qu'il fasse une concession, c'est qu'il respecte la constitution. L'armée et la Police sont des forces institutionnelles, elles sont légitimes.

LE FSLN N'EST PAS UN PARTI D'OPPOSITION

MV: Comment définissez-vous le degré d'influence du FSLN dans les décisions du gouvernement?

DO: L'erreur vient du fait que certains pensent que le FSLN est un parti comme un autre et que la guerre est terminée, qu'il n'y a plus de violence. Ces gens ne voient pas la force et la présence du sandinisme dans toutes ses dimensions. Le sandinisme, plus qu'un parti, est un front de lutte qui a appelé le peuple à vaincre la dictature puis à défendre le pays. On ne peut le considérer comme un parti pas plus que l'on ne peut comparer l'expérience nicaraguayenne à d'autres expériences latino-américaines. Le FSLN est une force politique qui a mené des changements révolutionnaires et sa responsabilité va bien au-delà de celle d'un parti. Les sandinistes pensent d'abord à l'intérêt du pays. Je ne pense même pas que nous soyons un parti d'opposition, car cela voudrait dire qu'on est contre. Or il n'y a pas de raison d'être contre, il faut être pour. Pour la stabilité, le désarmement, la démocratie. L'idée que nous sommes passés à l'opposition est relative, car si quelque chose favorise le gouvernement, lui donne du prestige, nous devons considérer que cela donne du prestige au pays.

ROMPRE LES SCHEMAS TRADITIONNELS

MV: Vous parlez donc d'une nouvelle forme d'opposition.

DO: Nous devons relever un défi, celui de rompre le schéma traditionnel de l'alternance au pouvoir selon lequel les forces qui perdent les élections conspirent contre le nouveau gouvernement. C'est pour cela que se produisent des coups d'état militaires. Dans ce schéma, il n'existe pas de responsabilité nationale: on démolit ceux qui sont au gouvernement pour essayer de gagner les prochaines élections, mais en réalité, ce que l'on démolit c'est le pays. Et si on gagne, on hérite d'un pays affaibli. Il faut rompre ce schéma et penser en termes d'intérêts nationaux. C'est pour cela que l'expression de principal parti d'opposition utilisée pour nous définir me paraît inacceptable.

LES DIFFERENCES AVEC LE GOUVERNEMENT

MV: Un gouvernement sandiniste serait différent de l'actuel?

DO: Je pense que nous respecterions un principe de base, celui de l'honnêteté et de l'austérité. Nous appliquerions des mesures économiques qui ressembleraient à celles du gouvernement mais il y aurait des différences dans les proportions. Aujourd'hui,

les mesures tendent à favoriser une minorité. Nous lutterions contre l'inflation et pour la stabilité de la monnaie mais en prenant le risque d'une certaine inflation pour protéger les secteurs sociaux comme la santé et l'éducation et pour stimuler la production nationale.

MV: Vous parlez d'honnêteté et d'austérité. Que voulez-vous dire?

DO: Je pense que le gouvernement sandiniste se distingue dans l'histoire du Nicaragua car il a été réellement austère et honnête. La preuve en est que nous avons dû prendre des mesures exceptionnelles pour protéger des fonctionnaires qui au bout de dix ans n'avaient même pas de voiture ou de maison. Les mesures économiques sévères doivent être accompagnées d'austérité pour montrer au peuple que tout le monde est logé à la même enseigne.

LE FSLN N'A TOUJOURS PAS D'ALTERNATIVE

MV: Le FSLN a-t-il élaboré une alternative au plan du gouvernement?

DO: Je dirais que non. Il est difficile d'en concevoir une quand on ne possède pas tous les éléments dont dispose le gouvernement. Nous allons le rencontrer pour qu'il nous explique sa proposition et pouvoir faire une contre-proposition. Mais cela est conjoncturel. Quant à une alternative de fond, il y a un vide pour toute la gauche latino-américaine et mondiale, un vide laissé par l'effondrement des pays de l'Est. Il faut maintenant élaborer une nouvelle alternative et c'est pour cela que la réunion de février prochain à Lima, où se rencontreront des spécialistes en économie, est importante. Elle a été décidée par le Forum de Sao Paulo, regroupant 68 partis de la gauche latino-américaine qui cherchent une solution face aux politiques néo-libérales. (ANN/Barricada)

BILAN ECONOMIQUE: STABILITE A CREDIT

Managua, déc.- La réduction des déséquilibres fiscaux et financiers a été la colonne vertébrale du plan économique de mars destiné à supprimer l'inflation. Les résultats sont "techniquement favorables", selon La Fondation pour le défi économique global (Fideg) mais ne se reflètent pas dans la production où au contraire des éléments plus rigides ont été introduits.

En 1991, les exportations ont chuté tandis que les importations augmentaient de façon importante, provoquant la hausse du déficit commercial. Cette situation défavorable aurait été utilisée par le gouvernement pour produire un effet sur le marché intérieur en augmentant l'offre des biens de consommation pour contribuer à la stabilité relative des prix. Mais pour 1992, le gouvernement doit prendre des mesures de fond pour lever les

obstacles à la production. Tout le monde a conscience que le cordoba est surévalué et que le Nicaragua reste le pays le plus cher d'Amérique centrale. Tandis que certains économistes soutiennent que le gouvernement doit procéder à une dévaluation, d'autres affirment que l'on doit stimuler la production par la réduction des coûts de production et non par une dévaluation qui comprimerait les salaires et relancerait l'inflation.

Par ailleurs, on sait déjà que le crédit sera élargi en 1992, mais toujours avec des taux d'intérêt élevés: il sera donc hors de portée des petits et moyens producteurs, ce qui aura des conséquences négatives sur la production. Les chefs d'entreprise et les producteurs réclament un traitement préférentiel dans l'importation de biens ayant un impact direct sur la production, une baisse des impôts directs à la production pour favoriser les investissements et une augmentation de la masse des contribuables pour compenser ces pertes fiscales.

Malgré les résultats "techniquement favorables" obtenus en 1991 dans la réduction des déséquilibres, si l'on n'adopte pas des mesures plus souples et destinées à faire passer les agents économiques de l'activité commerciale à l'activité productive, les coûts sociaux de l'ajustement continueront à peser plus que ses bénéfices.

QUELQUES POINTS DE REPERE

1) Réduction du déficit fiscal

En 1991, la politique fiscale a été très restrictive en ce qui concerne les dépenses et efficace en ce qui concerne le recouvrement des impôts. Le déficit fiscal a diminué de 10 % et le recouvrement a augmenté de 27 %. La baisse des impôts directs et la hausse des impôts indirects ont produit un changement dans la composition des revenus fiscaux et le caractère régressif du système s'est accentué. C'est-à-dire que les plus pauvres paient davantage. Le gouvernement a réduit les dépenses de l'Etat (licenciements, plan de reconversion, coupe des budgets sociaux en particulier santé et éducation, gel des investissements publics). Alors qu'en 1990, il y avait une relation entre le niveau du déficit fiscal et le financement de la Banque centrale, en 1991, une grande partie du déficit a été couvert par l'aide extérieure.

2) Réduction des déséquilibres intérieurs

La stabilisation de l'inflation a provoqué une augmentation des dépôts à terme et de l'épargne. Le crédit, très restrictif, n'a été accessible qu'aux producteurs solvables, excluant les petits producteurs (les surfaces financées ont diminué de 28 % dans l'agro-exportation et de 30,5 % dans la production des grains de base). Si l'on compare avec 1990, le montant du crédit net a subi en 1991 une contraction de 88 % et le crédit au secteur nationalisé a chuté de 80 %.

Le change s'est stabilisé, la différence entre le marché officiel et le marché noir se réduisant à 4 %. Le gouvernement ayant autorisé les maisons de change privées, celles-ci absorbent aujourd'hui 60 % du marché parallèle.

3) Déficit commercial et réduction des importations

Même si le déséquilibre de la balance des paiements est moins grand cette année grâce à l'aide extérieure, quelques chiffres permettent de se rendre compte de la situation réelle du pays.

Déficit commercial: 295 millions de dollars en 1990, 402 en 1991. Cette augmentation est due à une hausse de 7 % de la valeur des importations, venant principalement d'une hausse de 25 % de l'importation des biens de consommation et à celle du pétrole, et une chute de 18 % de celle des exportations.

Exportations: 340 millions en 1990, 278 millions en 1991.

-café: il représentait 30 % des exportations au cours des dernières années mais cet indice est tombé à 19 % en 1991. La production est tombée de 39 %.

-viande de boeuf: baisse de 36 % en volume exportable et de 41 % en valeur

-sucre: baisse de 10 % en volume et de 10 % en valeur

-coton: hausse de 6 % du volume et 11 % en valeur

-banane: volume exporté multiplié par deux

-produits de la mer, métaux précieux: baisse continue des exportations

-produits non traditionnels: chute de 16 % pour les produits agricoles et de 10 % pour les produits industriels.- (ANN/Barricada)

FNT: L'ANNEE QUI VIENT SERA PLUS DURE

Managua, jan.- Le coordinateur du Front national des travailleurs (FNT), Lucio Jimenez, estime qu'en 1992 le gouvernement va appliquer des mesures économiques encore plus sévères sous la pression du FMI. Les syndicats se préparent à cette nouvelle offensive.

"Le gouvernement a annoncé que cette année serait celle de la relance économique, ce qui veut dire qu'il va approfondir les mesures prévues par le plan économique", explique L. Jimenez, qui est convaincu que le capital va se concentrer davantage car cette tendance est imposée par les organismes financiers internationaux. Le licenciement de 30 000 travailleurs de l'Etat et une restriction supplémentaire des politiques sociales sont, pour le FNT, les décisions gouvernementales prévisibles pour l'année qui vient de commencer. Face à cette perspective, L. Jimenez pense que la bataille risque d'être dure. Mais il fait remarquer que, bien que les syndicats n'aient guère pu que contenir les politiques mises en place en 1991, pour le moins la droite n'a pas atteint un de ses objectifs, qui était de démanteler les forces syndicales en imposant les organisations de droite et le solidarisme. L'emploi, les salaires et la privatisation en faveur des travailleurs seront les axes de lutte pour 1992, mais le FNT va travailler parallèlement à une meilleure organisation de ses syndicats, afin de pouvoir répondre avec plus de force aux attaques prévues. Par ailleurs, il est en train d'élaborer un programme de formation syndicale, destiné en particulier à

mieux armer les militants face au processus de privatisation.-
(ANN)

OCCUPER DES TERRES, L'UNIQUE RECOURS

Managua, janvier. - Deux ans après la victoire électorale de l'UNO, l'épineux dossier de la propriété n'est toujours pas réglé. Le démantèlement de la structure foncière issue de la Révolution souhaité par certains a été à l'origine de nombreux conflits agraires. A la traditionnelle demande de terres se sont ajoutées les revendications des démobilisés de la contra et des Forces armées sandinistes. Des exploitations ont bien été remises à ces deux groupes sociaux, mais en nombre insuffisant. Dans l'attente de solutions, les occupations de terres se poursuivent. A 50 kilomètres de Managua, dans la région de Leon, d'anciens membres de l'Armée et de la Police ont pris le contrôle de centaines d'hectares de terres cultivables pour obliger le gouvernement à accéder à leurs demandes.

Située à mi-chemin entre Managua et Leon, Las Brisas est une propriété de 344 hectares. Confisquée sous la Révolution en vertu des décrets visant les biens de la famille et des proches de Somoza, elle est devenue propriété d'Etat. L'exploitation agricole a été restituée en 91 à son ancien propriétaire. Depuis le mois d'octobre, elle est occupée par une vingtaine d'anciens membres du Ministère de l'Intérieur.

Efraim Gutierrez, en faction à l'entrée de la propriété, nous explique que ses anciens collègues et lui ont été parmi les derniers de la région à se lancer dans ce type d'action car, dit-il, "nous avons toujours cru à une solution négociée". Comme la plupart de ses compagnons -ils sont 120 dans la région de Leon- il a été licencié par le Ministère de l'Intérieur entre avril 90 et avril 91. En juin dernier, le gouvernement s'est engagé à leur remettre une terre et à offrir une formation à tous ceux qui se trouvaient dans son cas. "Nous avons attendu cinq mois avant d'occuper Las Brisas. Cinq mois de négociations pour ne rien obtenir. Nous avons donc décidé d'agir car c'est la seule façon de se faire entendre", explique E. Gutierrez. Contrairement à d'autres propriétés occupées légalement ou illégalement, Las Brisas n'est pas cultivée car ses occupants craignent à tout moment d'être délogés. Ils reçoivent l'appui de l'organisation des démobilisés de l'armée, dont le secrétaire régional estime que l'occupation est le seul moyen de faire pression sur le gouvernement. "Ce n'est pas un hasard si les démobilisés de la Résistance emploient les mêmes méthodes", constate-t-il. Cet ancien capitaine de l'Armée confie que malgré les divergences idéologiques, il y a eu de fait une alliance entre les anciens des Forces Armées sandinistes, ceux de la contra et l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC). Selon lui, les conflits agraires dans la région étaient en passe d'être réglés pacifiquement mais tout a été bouleversé par l'intervention du Procureur Baltodano qui a fait restituer un grand nombre d'exploitations

à leurs anciens propriétaires. L'occupation de propriétés privées est devenue une tactique privilégiée des démobilisés car, ainsi, les propriétaires exercent des pressions de leur côté sur le gouvernement pour que le conflit se termine au plus vite.

Depuis le dernier trimestre 91, dans la région, le nombre de propriétés occupées, principalement par d'ex-membres de l'Armée et de la Police, n'a cessé de croître. Il suffit de suivre la route de Leon pour constater que les terres occupées se succèdent sur des dizaines de kilomètres à l'exception de quelques exploitations attribuées légalement. Ces terres occupées n'entrent pas nécessairement dans le cadre des propriétés confisquées à des somozistes au moment de la Révolution. El Rosario, une exploitation de 750 hectares, appartenait avant la Révolution à un propriétaire privé qui a été saisi après s'être endetté auprès des banques. Ses terres ont été vendues à l'Institut national de la Réforme agraire, puis restituées à sa famille après le changement de gouvernement de 90. El Rosario est aujourd'hui occupé par une quarantaine d'ex-officiers de l'armée. "J'ai été dans l'armée pendant douze ans et on m'a licencié, je n'ai pas reçu un centime", déclare Modesto Narvaes. Lui et les anciens militaires qui l'entourent sont plus que déterminés à garder ces terres. Depuis qu'ils en ont pris possession le 8 octobre, ils ont remis en état plusieurs bâtiments et ont construit une nouvelle étable. Ils vivent de leur production, mais rencontrent d'énormes difficultés. A Managua, les compagnies laitières refusent d'acheter leurs produits et, depuis peu, on leur a coupé l'électricité dans deux des quatre propriétés que compte El Rosario. "Comment pourrait-on rendre ces terres à leurs anciens propriétaires?" s'indigne l'un des occupants. Il les connaît bien pour avoir travaillé pour eux pendant de nombreuses années: "Quelques mois avant la Révolution, ils m'ont demandé de faire passer au Honduras 1 300 têtes de bétail. Ensuite les bêtes ont été vendues et les patrons sont partis à Miami. Aujourd'hui ils reviennent et on leur redonne la terre, avec en prime 460 têtes de bétail et des machines agricoles qui ne leur appartiennent pas".

Chaque jour, la police de la localité voisine de La Paz Centro se présente sur les lieux en manière d'intimidation. "S'ils nous délogent de manière pacifique, on ne va pas chercher l'affrontement. On s'en ira, mais on reviendra dans l'heure qui suit." La police n'est pas encore intervenue pour déloger les occupants. Par contre à Las Brisas, fin octobre, neuf personnes ont été emprisonnées puis relâchées. Depuis lors, la situation est relativement calme même si la tension demeure. D'après des témoignages concordants, des groupes de paysans se seraient constitués au mois de décembre à l'initiative d'anciens propriétaires et avec la complicité des autorités gouvernementales pour faire évacuer les occupants des propriétés en conflit. "S'ils choisissent la violence, ils prennent le risque d'incendier toute la région", lance en guise d'avertissement un ex-officier de l'armée.

Les discussions menées entre les délégués régionaux du gouvernement, les anciens propriétaires privés et les représentants des démobilisés sont dans l'impasse. Chacun campe sur ses positions et espère que le temps jouera en sa faveur. Les anciens propriétaires s'estiment dans leur droit et ne sont pas disposés à céder. Les démobilisés des Forces armées attendent quant à

eux les décisions de la Commission nationale de la propriété qui devrait statuer sur le sort de chaque exploitation. Mais compte tenu des enjeux, les décisions tardent à venir, ce qui augmente d'autant les risques de dérapage. - (ANN)

POURQUOI LA RECONTRA ?

Managua, déc. - "Il n'est pas vrai que nous ayons perdu la paysannerie car nous ne l'avons jamais eue avec nous", a affirmé récemment Daniel Ortega. Il se référait aux paysans de l'intérieur du pays où la contra a trouvé un appui majoritaire et non chez ceux de la frange Pacifique où le FSLN a reçu le soutien de la plupart des paysans sans terres et des ouvriers agricoles. Cette déclaration reflète une nouvelle analyse de la réalité paysanne qui fait son chemin dans le FSLN. On ne peut plus désigner de façon simpliste les contras comme "l'ennemi". Ils font partie des secteurs sociaux que le sandinisme veut représenter, des secteurs mécontents que le gouvernement tend à ignorer et que l'extrême-droite prétend manipuler. Aujourd'hui qu'une partie d'entre eux a repris les armes, le FSLN doit comprendre leur logique pour ne pas répéter les erreurs du passé.

"Délinquants", "péons de l'extrême-droite", "défenseurs d'une juste cause", autant de qualificatifs qui ne parviennent pas à rendre compte de la complexe réalité dans laquelle se meuvent les recontras. De même que ceux qui ont pris les armes il y a dix ans, ils sont d'origine paysanne. Mais ils sont différents, bien qu'il s'agisse souvent des mêmes personnes. Lors de leur démobilisation, très peu d'entre eux étaient disposés à accepter la situation vécue sous le somozisme.

UN PAYSAN SANS TERRE

Les contras se sont démobilisés avec de grands espoirs nés de la conviction que le changement de gouvernement était l'expression de leur victoire. Mais ils ont vite déchanté. S'il s'est trouvé quelques Nicaraguayens pour les considérer comme des héros, l'appui du gouvernement a été minime. Il n'a pas tenu ses promesses et les démobilisés n'ont fait souvent que venir grossir les rangs des chômeurs, des paysans sans terre et des mendians. A cette humiliation s'est ajoutée celle qu'ils éprouvent en constatant que l'armée qu'ils avaient "vaincue" est encore là. Ce sentiment est particulièrement fort chez les anciens dirigeants, ce qui fait dire à l'un d'entre eux : "Il aurait mieux valu qu'ils nous disent dès le début que c'était nous les perdants!"

Un dicton nicaraguayen affirme qu'un paysan sans terre est comme une personne sans âme. Aujourd'hui, beaucoup de paysans, armés ou non, luttent pour cette âme. Parmi les ex-contras, ceux qui ont une terre ne reçoivent pas le crédit et l'appui nécessaires pour faire produire des propriétés parfois laissées à l'abandon depuis le début de la guerre. Seulement un quart de ceux qui n'avaient pas de terre -démobilisés et rapa-

triés- en ont reçue une du gouvernement, ce chiffre incluant les occupations illégales. Il est clair qu'il existe une relation directe entre la garantie d'avoir une terre et le niveau du conflit armé dans les régions. La région V, où il y a eu le plus de conflits en 1990, a vu la situation se calmer sensiblement en 1991 car 80 % des ex-contras y ont reçu des propriétés, provenant en majorité des terres d'élevage de l'entreprise nationale Hatonic. Par contre, dans les régions I et VI, seulement 25 % des démobilisés avaient reçu une terre à la fin du mois d'avril 91 : c'est précisément dans ces deux régions que l'on recense le plus grand nombre de recontras.

UN SOLDAT SANS ARME

Une des raisons avancées le plus souvent pour expliquer le réarmement est celle de la sécurité : beaucoup de contras démobilisés, et en particulier leurs anciens dirigeants, manifestent la crainte d'être victimes de vengeance de la part des sandinistes, même si les statistiques prouvent qu'il y a eu beaucoup plus de sandinistes assassinés depuis le changement de gouvernement. Cette crainte est en partie alimentée par l'impunité totale dans laquelle se commettent les crimes politiques depuis la démobilisation.

Mais d'autres explications du réarmement, pour n'être que peu évoquées par les recontras, n'en sont pas moins réelles. Des milliers d'ex-contras, jeunes pour la plupart et sans formation, vivent dans les villages du nord où ils ne trouvent rien à faire. Ils n'ont pratiquement aucune expérience de l'agriculture et beaucoup ont perdu le désir d'être paysan. Comme les jeunes démobilisés de l'armée sandiniste, ils ne connaissent rien d'autre que la vie militaire. Pendant la guerre, la CIA ne leur a offert ni cours d'alphabétisation ni la moindre formation. Certains ont perdu toute habitude de travailler. Les démobilisés racontent que durant les premières années de la guerre, la CIA leur livrait de telles quantités de provisions que certains choisissaient de se blesser volontairement pour rester dans leurs camps au Honduras plutôt que d'aller se battre au Nicaragua. Un autre aspect à prendre en compte est que la guerre contre-révolutionnaire a donné à certains, en particulier aux dirigeants, des habitudes urbaines. Ces derniers ont de plus connu une ascension sociale à laquelle ils ne sont pas disposés à renoncer. Cette situation est à l'origine d'une énorme méfiance chez les combattants de base. Ils ont perdu confiance dans l'intégrité et la capacité négociatrice de leurs chefs et d'importantes contradictions de classe pourraient surgir dans l'avenir.

Pourtant, la conscience de classe est minime dans les rangs des ex-contras et la discipline héritée de la structure militaire se maintient. Ceux qui se retrouvent aujourd'hui sans boussole, abandonnés, désespérés, sont vulnérables. Ils ne résistent pas aux parents, amis, anciens chefs qui leur font valoir qu'ils méritent mieux et qu'ils doivent reprendre les armes pour obtenir ce qui a été promis. Une arme et une organisation militaire leur donnent à nouveau un sentiment de puissance. Très manipulables, les soldats de la recontra répètent comme une disque rayé que "tout sera réglé quand l'armée sandiniste sera démobilisée".

QUI CONTROLE LES RECONTRAS ?

Les différents groupes n'ont pas unifié leurs revendications même si tous exigent que le gouvernement tienne les promesses faites en 1990 au moment des accords de démobilisation. Régulièrement, les chefs recontras exigent la destitution du ministre de l'Intérieur Carlos Hurtado, du ministre de la Présidence Antonio Lacayo et du chef de l'Armée Humberto Ortega. C'est là que se manifeste clairement la mainmise de l'extrême-droite, organisée en particulier à travers le mouvement des maires "Sauvons la démocratie" et le groupe de parlementaires dit "Groupe des sept".

Si les démobilisés ont leurs propres raisons de reprendre les armes, ils servent donc aussi de chair à canon à l'extrême-droite, l'unique secteur qui ait intérêt à la destabilisation du pays pour détruire l'alliance Lacayo-FSLN et en finir avec le sandinisme. Le ministre de la Présidence et le chef de l'Armée ont accusé spécialement le vice-président Virgilio Godoy et le maire de Managua Arnoldo Aleman d'organiser la recontra. Il est évident en tout cas que l'extrême-droite s'emploie à exploiter cette situation en sa faveur.

Il n'a pas été clairement prouvé que les recontras recevaient un financement de l'extérieur. Le gouvernement des Etats-Unis et celui du Honduras ont démenti l'information selon laquelle l'approvisionnement serait livré par voie aérienne depuis ces pays. Le ministre A. Lacayo a déclaré début septembre que des groupes d'exilés de Miami financeraient les opérations. L'agence de presse mexicaine Notimex a révélé d'autre part que le fils de Somoza, "El Chiguin", fournissait des armes israéliennes aux recontras. La qualité des uniformes et des armes neuves utilisées permettent effectivement de croire à des livraisons extérieures.

Pourtant, les recontras affirment ne plus vouloir être manipulés. La majorité d'entre eux se méfient de "ceux de Managua" et les contradictions de classe aiguissent la discorde entre les soldats et leurs dirigeants ainsi que les maires des régions où ils agissent. La conscience grandit en eux qu'ils ont leurs propres intérêts à défendre. Une autre contradiction est notable au sein de ces forces : tout en étant furieusement anti-sandinistes, les recontras se sentent révolutionnaires.

LE CHEMIN DE LA DIGNITE

Le gouvernement devrait faire le pas vers une réforme agraire profonde et un programme de crédits pour tous les paysans sans terre et les petits producteurs, qu'ils soient contras ou non. Les ex-contras devraient avoir accès à l'alphabétisation, la formation et être l'objet d'une attention psychologique qui leur facilite le retour à la vie civile. Il faudrait de plus enquêter sur tous les crimes politiques commis aussi bien par les contras que par les sandinistes. Il devrait exister un chemin qui ne soit pas celui des armes pour que les démobilisés récupèrent la dignité à laquelle ils aspirent. Mais le plan économique néo-libéral du gouvernement ne va pas dans cette direction et l'absence d'alternative pourrait avoir de graves conséquences, faisant des démobilisés

de la contra devenaient une véritable base sociale pour l'extrême-droite. - (ANN/Envio)

HABANAREAS

Sandra Garcia, La Havane.

Managua, déc. - "Attention, bicyclettes !" Les panneaux de circulation tentent d'avertir les conducteurs de ce qui les attend. Des milliers de bicyclettes dans les rues de La Havane. Vingt bicyclettes en travers de la route d'une seule automobile dont le chauffeur s'indigne. Le déficit de trois millions de tonnes de pétrole s'est soldé par une diminution de la ration d'essence pour les voitures, une réduction des transports en commun et l'arrivée de ces véhicules à traction humaine venus de Chine.

A toute heure, des files de personnes aux mines résignées attendent aux arrêts de bus. Les cyclistes, eux, n'attendent pas : les employés se rendent au travail, les amoureux emmènent leur dulcinée sur le cadre de leur vélo, les mères conduisent leurs enfants à l'école sur le porte-bagage, une fille prend sa copine en stop, les gamins mal élevés parcourent le front de mer à toute allure en pelotant les promeneuses au passage.

A côté de la lutte quotidienne pour la survie dans un contexte de pénurie et de pressions internationales, ce projet obstiné qu'est le socialisme cubain court de graves dangers et connaît de grands espoirs. La situation actuelle est sans doute la plus délicate depuis la crise des missiles en 1962. Et pourtant, la quantité de blagues qui circulent dans le pays bat tous les records. Les Cubains rient, sans aucune complaisance, d'eux-mêmes, de leur situation, de leur leader et même de leur mère.

Le front de mer à minuit. Toute une institution. Des centaines de jeunes se regroupent dans tous les coins. Les plus chanceux ont leur Lada stationnée tout près, étincelante, avec la musique à plein volume qui semble en soulever le toit. Les autres sont juchés sur l'inévitable bicyclette. Ils boivent, ils blaguent, ils dansent, ils flirtent, ils font des acrobaties avec leur vélo. Le même rap revient comme une scie : "Tu es aussi maigre qu'un tuyau d'arro-saaaa-ge". La Police passe sans cesse, mais pour rien. Pas de bagarre. Un des policiers a son phare de moto en panne, les jeunes l'aident à le réparer. Nuit tiède, animée, de pleine lune et d'océan rugissant. La fête se prolonge jusqu'à l'aube et tous les jours de la semaine. Comment font-ils pour aller au travail ou au collège le lendemain ? Ils rentrent à la maison, se douchent et repartent. Ce système fonctionne par la volonté d'un seul homme, affirme un sociologue qui estime qu'il est grand temps de changer les choses et de remettre en cause la politique du plein emploi. "Un système social peut-il se fonder sur la seule récompense, sans punition ? Il y a un consensus populaire : le Cubain ne travaille pas et cela parce que la législation du travail interdit de le pénaliser, sauf dans des cas extrêmes". Celui qui s'exprime ainsi pense que les choses

commenceront à marcher lorsqu'on assumera la décision de renvoyer les 20 % d'inefficaces qui encombrant les entreprises. "Le socialisme cubain présente une caractéristique dramatique : il est autoritaire dans la société et libéral dans l'entreprise", ajoute-t-il.

Certains se cherchent des moyens faciles de gagner leur vie. De belles adolescentes déambulent d'un pas balancé aux alentours du complexe touristique "Habana Libre", point de ralliement obligé des touristes. De leurs grands yeux noirs, les jeunes des deux sexes dévisagent les clients potentiels, sans faire cas de leur âge : ils leur donneront 50 dollars, les emmèneront au magasin diplomatique ou les inviteront dans un restaurant réservé aux étrangers. C'est une plaie. Ils représentent un secteur de la jeunesse qui exige plus de consommation et trouve une échappatoire dans la prostitution. Ce phénomène social, qui est minoritaire, n'a pas d'expression politique. En les voyant danser à la discothèque "Marina Hemingway" avec les enfants des diplomates, on a l'impression fugitive de se trouver à Miami Beach. Je demande à un professeur d'Université ce qu'il en pense. Il a beaucoup travaillé à l'étranger et gagne un bon salaire. "Moi aussi, reconnaît-il avec un peu d'amertume, lorsque des amis étrangers viennent me voir, j'en profite pour aller au magasin diplomatique avec des dollars que j'ai gagnés mais dont je n'ai pas le droit de disposer". Malgré les contradictions, il pense que cela vaut la peine de défendre ce socialisme, pour les mêmes raisons que nous invoquons tous : la santé, l'éducation, la sécurité d'avoir toujours du travail. Tous exaltent l'éducation gratuite, l'égalité des chances, l'excellence du système de santé. Tous également défendent le parti unique et l'anti-impérialisme, à tout prix.

Lorsqu'on a vécu de semblables situations de pénurie -comme pendant les années de la guerre et du blocus économique au Nicaragua- il est très difficile de croire que les difficultés quotidiennes ne minent pas les principes chez beaucoup et ne provoquent pas de décomposition sociale. Pourtant la trilogie "patrie, révolution et socialisme" est dans toutes les bouches, même si elle est lourde à porter.

Après avoir parlé avec une vingtaine de jeunes, tous de la Jeunesse Communiste, apparaît un "dissidentoïde", militant également. Il a 25 ans et travaille à l'hôpital. Véhément, volubile, il critique tout très durement, du centralisme démocratique à la décision d'importer des bicyclettes. Se sent-il seul ? Pas du tout, tout le monde pense comme lui à l'hôpital, assure-t-il. Et pourquoi reste-t-il à la Jeunesse Communiste ? Parce qu'il espère ainsi pouvoir acheter une télé couleur et une Lada.

D'autres vivent un conflit existentiel. Ils se sentent révolutionnaires, ils défendent le socialisme, ils sont nationalistes et pourtant ils se sentent floués par la manière dont se sont déroulées ces 32 années de révolution et ne voient pas comment influencer sur la prise de décisions. Et ils ont peur. Ils craignent

l'agressivité croissante des Etats-Unis, ils craignent que ceux-ci optent inévitablement pour l'intervention militaire et que ce soit le bain de sang, suivi de la répression contre les survivants.

Puis il y a ceux qui cherchent à agir de l'intérieur, ceux qui voient que le temps est compté et qu'il faut prendre des décisions rapides et audacieuses parce que les générations qui aujourd'hui sont au collège ou en formation grandissent avec des désirs de consommer et de faire une carrière.

Telle est La Havane de la rue. La mère d'un ami retire de son épicerie le paquet de cigarettes auquel elle a droit, bien qu'elle ne fume pas, pour l'échanger contre deux boîtes de lait concentré. La Havane à un autre visage. Celui des 200 000 personnes parties travailler dans les champs pour semer les légumes tellement nécessaires aujourd'hui. Celui des médecins qui n'ont rien à envier à leurs collègues européens. Une société complexe qui lutte seule, à sa manière, pour les choses auxquelles elle croit. - (ANN/Pensamiento Propio)

HAÏTI: LE MENSONGE DES DROITS DE L'HOMME

Managua, janv.- Des groupes privés des Etats-Unis ont accusé le gouvernement Bush de mentir sur la situation des droits de l'homme à Haïti pour éviter de trouver une solution au problème des réfugiés.

Ces groupes ont dénoncé la publication en décembre par le Département d'Etat d'un document qui affirme que la répression contre les partisans d'Aristide a cessé. Pour eux, la réalité est tout autre: "C'est la pire répression depuis l'époque du dictateur Duvalier", explique leur porte-parole. Leur dénonciation coïncide avec la divulgation d'un rapport de 20 pages élaboré par l'organisation des droits de l'homme America's Watch, la Coalition nationale pour les réfugiés et un groupe de médecins militants des droits de l'homme. Ce rapport, plus complet que celui de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, dénonce la répression déclenchée contre les Haïtiens qui soutiennent le président renversé et contre les religieux ainsi que les atteintes à la liberté d'expression. Le gouvernement étatsunien tente de masquer cette situation afin de rapatrier de force les 8 000 réfugiés haïtiens qui ont été interceptés en haute mer alors qu'ils se dirigeaient vers les Etats-Unis et emmenés dans des camps provisoires construits dans la base militaire étatsunienne de Guantanamo à Cuba. - (ANN/Notimex)

EN BREF

POUBELLE. La direction de la Penwalt, le complexe électrochimique situé au bord du lac de Managua à la sortie de la capitale, garde le silence face aux accusations de l'organisation écologiste Greenpeace selon lesquelles des cuves de mercure lui auraient été vendues en décembre par l'entreprise étatsunienne Olin, obligée de fermer une de ses usines de chlore et de soude caustique à cause de la pollution qu'elle occasionnait. Le mouvement écologiste nicaraguayen a demandé au gouvernement de renvoyer ces cuves aux Etats-Unis. Celui-ci ne l'a pas fait, mais vient de céder aux pressions destinées à obtenir la fermeture de la Penwalt, qui a déjà déversé plus de 40 tonnes de mercure dans le lac. Un niveau de alarmant de contamination au mercure et au chlore pour les travailleurs de l'entreprise et les riverains a été dénoncé, en particulier pour les habitants d'un quartier de Ciudad Sandino exposé à des émanations de chlore six fois supérieures aux normes autorisées. 16 % des 3 600 habitants de ce quartier, appelé Villa Miseria, souffrent d'asthme et 41 % de maladies respiratoires, les fausses couches sont anormalement nombreuses et les enfants souffrent en pourcentage élevé du syndrome de Dawn. Selon la décision prise le 8 janvier, l'usine fermera donc ses portes dans les trois mois. Greenpeace a signalé que l'Amérique Latine, comme l'Afrique, pourrait se transformer en poubelle de prédilection pour les Etats-Unis et l'Europe qui cherchent à se débarrasser de leurs déchets toxiques : au cours des 10 dernières années, 70 propositions dans ce sens ont été faites par les pays industrialisés aux Latino-américains.

POULET-GATE. Après avoir fait l'autruche malgré le scandale public, la présidente a destitué le vice-ministre de l'économie Noel Vidaurre et le vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra. Elle a justifié sa décision par le fait que les deux hauts fonctionnaires se sont arrogés des pouvoirs qu'ils n'avaient pas en s'accusant mutuellement de corruption. La guerre avait éclaté entre eux à cause de la concurrence acharnée que se font leurs entreprises respectives pour l'importation de poulet. Mais N. Vidaurre eu une prime de consolation: il a été nommé secrétaire exécutif de la Corporation des entreprises nationalisées (CORNAP).

REMANIEMENT MINISTERIEL. Ernesto Leal remplace Enrique Dreyfus au ministère des Relations extérieures, Silvio de Franco passe du ministère de l'économie à la présidence de la Banque centrale à la place de Raul Lacayo. Julio Cardenas, ancien conseiller économique de la présidence, devient ministre de l'économie. Guillermo Vargas, ancien vice-ministre du travail devient Procureur de la République à la place de Duilio Baltodano. Simeon Rizo prend la place de Silvano Matamoros aux Affaires sociales. Danilo Lacayo devient directeur des relations publiques et porte-parole de la présidence. Il est remplacé à la tête de la Direction de l'information et de la presse de la présidence par Ernesto Robleto, ancien vice-ministre des Postes et télécommunications. Par ailleurs, l'ancien numéro un de la contra, "Franklin", a démissionné de son poste de coordi-

nateur inter-institutionnel d'aide à la Résistance pour se consacrer à ses affaires.

SANTE. Le syndicat des travailleurs de la Santé a dénoncé la réduction du budget annoncée pour 92. La demande s'accroît alors que l'attention médicale ne fait que diminuer. La soi-disant baisse de la mortalité infantile dont s'est prévalu le ministère de la Santé ne fait que refléter le fait que les familles ne se rendent même plus dans les hôpitaux et que les enfants en bas âge meurent à leur domicile sans que leur décès soit signalé. Plusieurs directeurs d'hôpitaux proposent comme unique solution à la pénurie le paiement des soins hospitaliers.

LA GUERRE CONTINUE dans le nord et le centre du pays, malgré la trêve annoncée par le chef contra El Indomable. Le bilan des actions recontras pendant la semaine des fêtes de fin d'année est de plus de dix morts; plusieurs localités ont été occupées, dont San José de Bocay, investie par un groupe de 300 recontras, au cours d'une action qui s'est soldée par deux morts. En riposte, les recontras ont occupé les villes de Siuna et Waslala, dans la région atlantique nord, La Trinidad et Condega dans la région d'Esteli. Un groupe de 400 recontras s'est joint à la récolte du café dans la région centrale de Matagalpa pour défendre des coopératives dont les terres sont réclamées par leurs anciens propriétaires.

AMNISTIE. La présidente Chamorro a annoncé pour le 1er janvier que tous les auteurs de délits politiques commis depuis son investiture bénéficieraient d'une amnistie. De nombreux secteurs de l'opposition ont critiqué le fait que celle-ci profiterait surtout aux centaines de criminels liés à la contra.

DELINQUANCE. Les chiffres officiels de la délinquance montrent qu'en 1991 il y a eu 80 délits pour 10 000 personnes (au lieu de 75 en 1990). 40 % ont été commis par des personnes sans aucun passé judiciaire. Les deux tiers étaient des atteintes à la propriété et le reste des crimes commis contre des personnes. **C'EST UN CADEAU DE L'ENFANT JESUS !** s'est exclamée la présidente Chamorro devant l'autobus usagé repeint en bleu et blanc offert pour Noël par son homologue mexicain. "Il faut accepter le fait que nous vivons de la charité publique", a-t-elle ajouté, ravie. Face aux journalistes incrédules, elle a demandé au chauffeur de faire démarrer le bus pour prouver qu'en plus, il fonctionne !

PAS DE CADEAU DE L'ENFANT JESUS pour les 50 % de professionnels qualifiés -15 000 travailleurs- aujourd'hui au chômage. 5 000 d'entre eux ont quitté la Fonction publique dans le cadre du Plan de reconversion gouvernemental et les coupes budgétaires prévues pour 92 provoqueront une nouvelle hémorragie. A ce problème s'ajoute celui des milliers de boursiers de retour des ex-pays socialistes qui ne trouvent aucun emploi. Les travailleurs qualifiés qui ont encore un emploi gagnent environ trois fois moins au Nicaragua que la moyenne de leurs collègues centraméricains : un médecin, par exemple, est payé environ 200 dollars alors que dans la région le salaire moyen à qualification égale est de 800 dollars.

DANIEL ORTEGA PREND LE MAQUIS, une dévaluation de 100 %, les comptes bancaires et les salaires gelés, 500 % d'augmentation du crédit pour les petits paysans et commer-

çants, Eltsine en visite éclair au Nicaragua : les gros titres de Barricada du 28 décembre ont affolé plus d'un lecteur et ont bouleversé les affaires de certains vendeurs de dollars au marché noir avant que tous réalisent qu'il s'agissait des traditionnelles blagues du jour des Saints Innocents, l'équivalent de notre Poisson d'avril.

CHOLERA. L'état d'urgence nationale a été déclaré au Salvador face à l'épidémie de choléra qui a affecté jusque-là plus de 1 000 personnes et causé la mort de 36 d'entre elles. Les mauvaises conditions de vie et d'hospitalisation laissent craindre une situation catastrophique dans ce pays qui, après le Guatemala, est le plus touché par l'épidémie. Le choléra, arrivé en Amérique centrale depuis cinq mois, y a affecté 3 863 personnes et a fait 113 morts. - (ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions 1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 27253.